

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CT
VÉLIZY

18 mars 2019

Fin du monde, fin du mois, même combat !

Après deux mois d'un « grand débat » formaté en one-man-show présidentiel, Macron et son gouvernement ont été rappelés à la réalité par les manifestations massives de ce week-end. Revenu en urgence de son séjour au ski, le président a tenté une nouvelle manœuvre : opposer la « foule haineuse » des Gilets jaunes aux braves écolos qui défendent le climat. Pourtant, partout en France les mobilisations ont convergé derrière des slogans contre ce gouvernement au service des grands groupes capitalistes qui exploitent les travailleurs et la nature.

La violence des riches

Quel déluge d'indignations à propos de l'incendie du Fouquet's ! Pour cet établissement cher à leur cœur, les politiciens appellent à une action immédiate du gouvernement. Marine Le Pen propose la dissolution des groupes d'extrême gauche, Éric Ciotti l'interdiction des manifestations et Macron lui-même promet les mesures les plus énergiques – alors que sa loi « anti-casseurs », en réalité « anti-manifestations », vient à peine d'être adoptée. Embauche des policiers, équipez-les, donnez de nouvelles armes à cette justice de classe qui n'enferme que les pauvres. Il faut un plan d'urgence pour sauver les Champs-Élysées !

Imaginons le même empressement à propos des problèmes que les Gilets jaunes, verts ou rouges ont justement soulevés. Un plan d'urgence pour interdire les licenciements dans les grands groupes, à commencer par les 15 000 emplois que les patrons de l'automobile s'appêtent à supprimer au prétexte de la fin du diesel, alors qu'une telle transition nécessiterait au contraire des milliers d'embauches. Pour organiser un accueil digne aux milliers de migrants qui fuient les guerres et la misère, mais meurent en Méditerranée repoussés par les garde-côtes européens. Pour les habitants des quartiers populaires ou des campagnes sinistrées qui ne peuvent plus accéder aux services publics. Mais, face à ces questions de survie pour la majorité la plus pauvre, y'a pas le feu. Macron louvoie, contourne, organise son grand bla-bla en espérant que la colère populaire passe.

Heureusement, rien n'y fait. Le président qui devait rendre sa copie samedi dernier a eu sa réponse : un regain du mouvement des Gilets jaunes qui tient bon après quatre mois de lutte et renforce sa coordination pour que tous les ronds-points, QG, assemblées ou groupes locaux puissent taper ensemble sur le même clou.

« Si le climat était une banque, il serait déjà sauvé »

Un nouveau front s'ouvre à l'initiative des jeunes : 1 million dans le monde, dont plus de 160 000 en France, ont manifesté vendredi dernier pour dénoncer le saccage de l'environnement et l'inaction des gouvernements. Le lendemain, samedi 16 mars, des centaines de milliers sont redescendus dans la rue, dont une partie arborait fièrement un gilet jaune, contre les responsables du changement climatique.

Deux ministres de Macron se sont joints aux manifestations du vendredi, le temps de faire quelques selfies. Mais ces tentatives minables de récupération ne feront pas oublier que c'est le gouvernement qui est sur le banc des accusés. Le soir même, la majorité macroniste de l'Assemblée adoptait un amendement pour permettre aux grands groupes de la chimie de produire des pesticides dangereux jusqu'en 2025. Au-delà du symbole, c'est toute la politique de Macron qui est anti-écologiste. Parce qu'on ne peut pas concilier la protection de l'environnement et la loi du profit – et chacun sait que le président a choisi son camp.

Un petit geste pour le climat : renverser le capitalisme

Les travailleurs des grandes entreprises sont nombreux à avoir participé aux manifestations. Ce mouvement ferait un grand pas en avant s'il gagnait les lieux de travail. Par leur nombre, par leur place centrale dans la production, par la pression qu'ils peuvent exercer sur le patronat et le gouvernement grâce à la grève, les salariés des grandes entreprises publiques ou privées sont les mieux placés pour dénoncer les scandales écologiques de la production capitaliste et pour combattre l'exploitation des hommes et de la nature directement là où elle se joue. En imposant leurs vues directement au patronat et pas seulement à son mandataire Macron.

Une question ? Une information ? Écrivez-nous à cr@convergencesrevolutionnaires.org !

Ne te mêle pas de mon vote

Scrutin électoral oblige, la direction et les syndicats sont tenus à une obligation de neutralité. Las, la direction par la voix de nos hiérarchiques, parmi lesquels de nombreux candidats, insistent et relayent les chiffres de participation, nous incitant lourdement à voter.

Pas d'e-isoloir certes, mais bas les pattes, notre choix nous appartient.

Qu'elle nous fiche la paie

Ce mois-ci, il faut faire des démarches pour pouvoir conserver des fiches de paie en format papier. La direction nous force à passer au bulletin électronique soi-disant pour raison écologique : limiter l'abattage des arbres ? En vérité ce qui l'intéresse c'est d'économiser l'impression de plus de 50 000 fiches de paie, la distribution chaque mois, et surtout se débarrasser d'un peu plus de personnel. La direction se défait d'une responsabilité, à savoir conserver nos précieux documents.

On en est pleinement conscient à réception du mail aux allures de « phishing » en provenance de PeopleDoc... pas sûr qu'on morde tous à l'hameçon !

Siège trop cher ? Sièges éjectables !

À peine 18 mois après l'inauguration en septembre 2017 du siège national de PSA à Rueil dans les Hauts-de-Seine, la direction envisage de revendre ce bâtiment de 15 000 m² et de répartir les 700 salariés entre Poissy et Vélizy avec encore moins de place disponible par personne. Paris, avenue de la Grande Armée, puis Rueil, bientôt Poissy et Vélizy, ces salariés vont-ils devoir vivre dans des caravanes pour suivre les spéculations immobilières de PSA ?

La Garenne : 260 millions de « free cash flow »

Comme ce fut le cas pour le futur ex-nouveau siège du groupe, la direction pour mieux fermer La Garenne, avait vanté les mérites du centre d'expertise de Poissy, comme un moyen d'améliorer l'efficacité du travail...

Il fallait comprendre efficacité... comptable ! Pour preuve ce sont 260 millions d'euros qu'elle a touchés pour la vente de La Garenne. Véritable raison pour balloter les salariés comme des pions. La direction est constante sur une chose : l'hypocrisie !

Les miettes du banquet des actionnaires

La prime de cette année a servi d'écran de fumée à la direction. N'oublions pas que les 30 euros nets d'augmentation sont des miettes, ce qui a provoqué le débrayage de centaines de salariés des usines de SevelNord, Valenciennes, Metz Borny et Charleville.

Le vrai gâteau, ce sont les 700 millions d'euros versés aux actionnaires et les 3,3 milliards de bénéfices.

Quand l'appétit va, tout va... dans l'estomac de ceux qui ont déjà le ventre plein.

Patrons voyous, gouvernement complice

Lundi 11 mars, les salariés de PSA Hérimoncourt dans l'est de la France ont réalisé une grève massive et un blocage de leur site contre la fermeture de leur usine. Ces dernières semaines, les annonces de fermeture d'usines se sont multipliées : Ascoval dans le Nord, Ford Blanquefort en Gironde, PSA Hérimoncourt dans le Doubs, PSA Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis... Ces sites sont viables et les entreprises ne sont pas en crise : Vallourec (qui a vendu le site de Saint-Saulve en 2017), PSA ou Ford font des milliards de profits. Mais pour des capitalistes, il n'y a que la rentabilité qui compte. Les milliers d'emplois menacés n'entrent pas dans l'équation. Et quand l'État dénonce ces fermetures, c'est après avoir arrosé ces entreprises de subventions publiques, sans qu'elles ne respectent aucun engagement. Macron ou Le Maire peuvent dire ce qu'ils veulent, contre la rapacité des capitalistes et les licenciements, il n'y a que la lutte des travailleurs qui paiera !

Jurisprudence Opel

A l'occasion du salon automobile suisse, un vieux serpent de mer a refait surface : le possible mariage entre PSA et FIAT rendu aujourd'hui possible par les milliards de cash emmagasinés par PSA. Le but est de créer un nouveau géant international de l'automobile capable de rivaliser avec Volkswagen, Toyota ou l'alliance Renault-Nissan.

Mais ceux qui ne seront pas à la noce, ce sont les salariés des deux entreprises : les actionnaires mettront en avant leur fameuse « restructuration » pour nous mettre en concurrence et mieux s'attaquer aux emplois dans tous les pays comme dans le cas récent du rachat d'Opel.

Contre ces attaques, c'est ensemble et par delà les frontières qu'il faut se défendre.

De Paris à Alger, solidarité

Pour le quatrième vendredi consécutif, les Algériens sont descendus dans les rues d'Alger et des grandes villes pour exiger le départ immédiat de Bouteflika au-delà du retrait de sa candidature. Son ex-candidature à un cinquième mandat était poussée par la clique dirigeante qui veut continuer à piller le pays cachée derrière lui. La colère contre le régime est toujours là. Plusieurs politiciens tentent de jouer leur carte en se montrant dans les manifestations (que beaucoup avaient d'abord dénoncées). Mais les manifestants ne s'y sont pas trompés et beaucoup ont été chahutés, voire chassés des cortèges. Qu'ils se disent « démocrates », « libéraux » ou « islamistes », ces pseudos opposants ne cherchent en fait qu'à se proposer pour gérer le système et assurer la continuité de l'État. Seuls les travailleurs algériens, par leur force, leur nombre et leur expérience peuvent offrir une véritable issue au mouvement. Il ne s'agit pas de changer le casting, mais de régler une situation sociale qui s'aggrave.

Alors des deux côtés de la Méditerranée : solidarité !